



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Unité inter départementale Drôme-Ardèche

ARRETE PREFECTORAL n° 07. 2019. 06.13. 001
portant mise en demeure de la Société JINWANG EUROPE sise à La Voulte-sur-Rhône
de régulariser la situation administrative au titre des installations classées pour la
protection de l'environnement

Le préfet de l'Ardèche,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.181-14 ;
- VU** le décret NOR INTA1829046D du 24 octobre 2018 portant nomination de Madame Françoise SOULIMAN en qualité de préfet de l'Ardèche ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14-004 du 14 décembre 2018 relatif à la surveillance piézométrique de l'établissement suite à l'incendie du 17 novembre 2018 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 mai 2019 relatif à l'inspection réalisée sur le site de l'établissement JINWANG EUROPE à La Voulte-sur-Rhône le 24 avril 2019 transmis à l'exploitant par courrier du 10 mai 2019 et valant consultation sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** les observations de l'exploitant par courrier du 27 mai 2019 sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** la réponse de l'inspection des installations classées par courriel du 3 juin 2019 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux rejetés par l'établissement ne respectent pas les valeurs limites imposées par l'article 5, §5.5 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié ;

CONSIDERANT que la surveillance piézométrique imposée suite à l'incendie du 17 novembre 2018 n'a toujours pas été mise en œuvre ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu dès lors de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION DU secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet

La société JINWANG EUROPE est mise en demeure :

- de respecter, avant le 31 décembre 2020, les dispositions du point 5.5 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié, concernant les valeurs limites des rejets aqueux de l'établissement ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 5.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié, concernant l'échantillonnage représentatif du rejet aqueux de l'établissement ;
- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter la surveillance piézométrique imposée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14-004 du 14 décembre 2018.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Lyon, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse www.telerecours.fr

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au représentant légal de l'exploitant. Une copie dudit arrêté sera également adressée au maire de La Voulte-sur-Rhône.

A Privas, le

13 JUIN 2019

Françoise SOULIMAN



